

Interview

# L'Inde, ses enjeux intérieurs et géopolitiques - un tour d'horizon

vendredi 13 octobre 2023, par [DHAR Sushovan](#), [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 12 octobre 2023).

**L'Inde a accueilli le sommet du G20, les 9 et 10 septembre, un événement qui a marqué l'actualité internationale. Des élections générales doivent se tenir l'an prochain. C'est l'occasion de faire un tour d'horizon, tant en ce qui concerne la situation intérieure et la politique de Narendra Modi en l'Inde même, que sur le plan géopolitique ou diplomatique.**

---

**Pierre Rousset : L'invitation au sommet du G20 s'est faite, de façon fort inhabituelle, au seul nom du Bharat et non de l'Inde. Bharat est-il un simple synonyme d'Inde ? Peux-tu commencer par expliquer quel usage en était précédemment fait ?**

Sushovan Dhar : Je commencerai par une mise au point : les invitations envoyées par la présidente indienne Droupadi Murmu, qui s'est autoproclamée « présidente du Bharat », pour un dîner en marge du sommet du G20. La question n'est pas sans importance. Toutefois, elle a suscité une controverse considérable ces derniers temps, et il est évident que le gouvernement BJP au pouvoir est trop désireux d'exploiter cette question (ainsi que le sommet du G20) à des fins électorales. En fait, le nom a été utilisé de manière interchangeable, mais le débat n'est pas nouveau. La constitution indienne stipule que « l'Inde, également connue sous le nom de Bharat, est une union d'États ». Ce qui est nouveau, en fait, c'est la tentative de s'en servir pour utiliser sans relâche l'hyper-nationalisme. Bien sûr, Bharat est le nom de l'Inde dans de nombreuses langues indiennes, y compris l'hindi, ceci dit, les critiques disent que la généralisation de son utilisation est le dernier signe d'une poussée nationaliste au milieu d'une année record en ce domaine pour le pays.

Récemment, 28 partis politiques (principalement des partis d'opposition) menés par le Congrès ont formé une alliance, l'Indian National Developmental Inclusive Alliance (INDIA), de sorte que l'accent mis sur le changement de marque pour le nom *Bharat* peut également être partiellement motivé par cela. Le BJP veut montrer qu'il tient à défendre *Bharat* (les gens du peuple) par opposition à l'Inde (les colons et les élites modernes).

Enfin, nous pouvons dire que le gouvernement Modi a voulu utiliser *Bharat* comme une astuce électorale en premier lieu. Il a commencé par des slogans tels que « Make In India » et « India Shining » pour impressionner la population. Par conséquent, il perdra tous les avantages qui en découlent. En outre, le Pakistan avait des revendications historiques sur le nom de l'Inde et, récemment, nous avons entendu dire que le Pakistan pourrait revendiquer le nom « Inde » si le gouvernement de Modi le déreconnaissait officiellement à l'ONU.

Toutefois, il est intéressant de noter que c'est la première fois que l'opposition fixe l'ordre du jour

auquel le BJP doit réagir. C'est exactement le contraire depuis l'arrivée au pouvoir de Modi en 2014

**Dans le contexte présent, le recours exclusif par Modi au terme Bharat s'inscrit d'évidence dans sa politique d'hyper-nationalisme hindouiste, l'Hindutva. Comment qualifier cet hyper-nationalisme, quelles sont les mouvements qui s'inscrivent dans l'Hindutva ?**

Les récits hyper-nationalistes de l'Inde sont entrés dans le discours dominant en 2014, lorsque Narendra Modi, chef du parti de droite Bharatiya Janata Party (BJP), est devenu Premier ministre. Au cours des années qui ont suivi l'arrivée au pouvoir de Modi, la répression de la liberté d'expression et de la dissidence s'est intensifiée.

Toute critique du gouvernement, des forces armées ou de la religion hindoue et de son projet sociopolitique, connu sous le nom d'*Hindutva* (littéralement « l'hindouité »), est qualifiée de « sédition » et assimilée à une trahison pour atteinte à la souveraineté de l'Inde. Le gouvernement a recours l'accusation de sédition par le biais de l'Unlawful Activities Prevention Act (UAPA), une loi antiterroriste archaïque adoptée en 1967. Le pouvoir prétend que les mouvements de protestations et la dissidence contre les politiques gouvernementales sont manipulés par l'opposition et financés par des entités étrangères cherchant à diviser le pays.

Récemment, la police a effectué des descentes tôt le matin dans les bureaux d'un portail d'information (*Newslick*) et aux domiciles de près de 50 journalistes, activistes et comédiens à travers l'Inde en vertu des lois antiterroristes, renforçant ainsi les craintes d'une répression de la liberté d'expression dans le pays.

L'*hindutva* est une idéologie politique moderne qui prône la suprématie hindoue et cherche à transformer l'Inde, constitutionnellement un État laïque, en une nation ethno-religieuse connue sous le nom de *Hindu Rashtra* (nation hindoue). L'*hindutva* est le programme officiel du BJP, un parti politique d'extrême droite en Inde. Une partie de la diaspora indienne, y compris aux États-Unis, défend également l'hindouisme. L'idéologie de l'*hindutva* est promue par un ensemble de groupes d'autodéfense, politiques et culturels connus collectivement sous le nom de Sangh Parivar. Le RSS, une organisation paramilitaire basée en Inde, est au centre du Sangh et définit les priorités et les tactiques pour promouvoir l'idéologie de l'hindutva.

**Utilises-tu le qualificatif de fasciste concernant, en particulier, le RSS ? Quels sont les rapports de dépendance et d'autonomie entre le RSS, le BJP, Modi ? Comment qualifier l'actuel régime indien ?**

Oui, bien sûr, le RSS est une organisation fasciste, même s'il s'écarte des modèles classiques d'Hitler et de Mussolini.

Le RSS, fondé il y a près de 100 ans, a profondément façonné la société et la politique indiennes, ainsi que Modi lui-même. Alors que ce dernier achève son second mandat, l'influence du RSS est plus évidente que jamais, ce qui inquiète les membres des minorités religieuses indiennes et les partisans de la laïcité du pays, qui accusent le RSS de chauvinisme et d'encourager l'intolérance et la haine. L'organisation impose son programme, principalement par l'intermédiaire du Bharatiya Janata Party, le parti de Modi. Le Premier ministre, le président et la plupart des membres du cabinet indien sont des membres du RSS. Le RSS a contribué à former Modi, qui le consulte encore sur des questions politiques.

Le RSS reconnaît gracieusement que c'est le charisme de Modi qui a ramené le BJP au pouvoir à New Delhi. Modi comprend également que sans l'appareil du RSS, son charisme seul n'aurait pas permis de remporter une victoire aussi étonnante. Pour la famille des organisations du RSS, la

victoire de 2014 était unique, bien différente des expériences passées de 1977 et 1998. Toutefois, dans les premiers jours du gouvernement Modi, le RSS s'est tenu à l'écart de la politique quotidienne, préférant être perçu comme une force morale plutôt que politique. Depuis, il a accru son influence sur le gouvernement et ses politiques.

L'influence du RSS est aujourd'hui perceptible dans les politiques nationales qui touchent à tous les domaines, de l'éducation au commerce en passant par l'alimentation. Il contribue à façonner le programme des écoles publiques indiennes qui, dans certains États dirigés par le BJP, enseigne les écritures hindoues comme des faits historiques. Par l'intermédiaire de ses affiliés, il a pu faire échouer des lois qui ne lui plaisaient pas. Il fait également pression sur le gouvernement indien pour qu'il se montre plus protectionniste lorsqu'il s'agit de l'entrée de grandes entreprises multinationales dans le pays.

Le RSS n'a plus la prétention d'être « culturel ». Aujourd'hui, les bureaucrates du RSS dirigent l'Inde depuis New Delhi par l'intermédiaire des *pracharaks* (un missionnaire actif à plein temps qui diffuse la doctrine RSS) et des *swayamsevaks* (bénévole) de l'organisation et déterminent l'ordre du jour de la gouvernance de la nation. Le BJP n'a plus la prétention d'être « autonome » par rapport au RSS. Aujourd'hui, les dirigeants du RSS sont des dirigeants et des ministres du parti. La haute hiérarchie du RSS, son chef, le *Sarsanghchalak* (Mohan Madhukarrao Bhagwat), et son équipe, qui prétendent rester à l'écart du pouvoir politique formel, exercent une énorme influence, non seulement morale, mais aussi politique, sur le gouvernement Modi. Si Modi a du charisme et du leadership, Bhagwat a du savoir-faire organisationnel, un mouvement et de l'autorité. Comme tous deux comprennent les forces et les faiblesses de chacun, ils font de la gouvernance de l'Inde une entreprise commune en partageant le pouvoir.

**Plus conjoncturellement, en soufflant sur les braises de l'Hindutva, Modi a en vue les élections législatives de l'an prochain. L'hégémonie électorale du BJP semble être mise en cause lors de scrutins récents et les oppositions cherchent à faire front commun dans une alliance qui pourrait prendre pour nom I.N.D.I.A... Un scrutin sur fond de mobilisation communautaire et chauvine serait plus favorable au BJP que si les questions socio-économiques occupaient le devant de la scène ?**

En fait, je persiste à dire qu'à chaque fois qu'il y a eu une élection sur des questions de classe (détournées), le BJP a perdu, alors que les élections centrées sur des connotations communales et le chauvinisme ont favorisé son retour au pouvoir. Si l'on considère les élections provinciales, qui ne sont pas moins importantes, on obtient une meilleure tendance. Les récentes défaites du BJP au Karnataka et, auparavant, au Madhya Pradesh, au Chattisgarh, au Rajasthan, etc., sont des exemples où le parti a été chassé du pouvoir parce qu'il n'a pas réussi à polariser l'opinion publique sur les questions de communautarisme et de chauvinisme. Alors qu'en Uttar Pradesh, il a continué à le faire et, par conséquent, cet État est aujourd'hui le bastion le plus fort du BJP dans le pays.

N'oubliez pas que le BJP a remporté les élections législatives de 2019 à la suite de l'incident de Pulwama, où une « attaque terroriste » a entraîné la mort de 40 membres des forces paramilitaires. Je ne veux pas passer pour un théoricien du complot, mais cette question reste pour moi une énigme. Satya Pal Malik, l'ancien gouverneur du Jammu-et-Cachemire, a révélé que l'attaque terroriste de Pulwama était le résultat d'une défaillance systémique impliquant des lacunes flagrantes en matière de sécurité et de renseignement. Il a affirmé que la tragédie avait été exploitée à des fins politiques.

Le BJP occupe la position morale la plus élevée, prônant la bonne gouvernance et le développement, tandis que les affiliés du Sangh, le VHP et le Bajrang Dal, sont libres de propager la polarisation religieuse. Le parti prétend qu'il n'y a pas d'émeutes communautaires lorsqu'il est au pouvoir, mais

les émeutes communautaires à Manipur et à Haryana, tous deux dirigés par le BJP, mettent à nu la vacuité de cette affirmation.

Les élections législatives de l'Haryana sont prévues pour octobre 2024. L'État envoie 10 députés à la Lok Sabha. Le BJP a remporté les 10 sièges lors des élections générales de 2019. Il est peu probable qu'il réitère l'exploit en avril-mai 2024 sans la consolidation des votes hindous. Pour y parvenir, il faudra mobiliser les fermiers Jat hostiles grâce à leur identité hindoue plutôt qu'à leur caste et à leur statut économique. La polarisation communale y contribuera. Les États où se déroulent les élections sont les plus menacés par la polarisation communautaire. Le BJP a remporté 24 des 25 sièges de la Lok Sabha au Rajasthan, 28 des 29 sièges au Madhya Pradesh et neuf des 11 sièges au Chhattisgarh. Ces États organiseront des élections législatives en décembre. Le BJP aimerait créer une dynamique en vue des élections générales de 2024 en les remportant tous. Pour ce faire, il faudra plus qu'une rhétorique de bonne gouvernance. Ces États pourraient également voir le VHP et le Bajrang Dal [1] reprendre vie.

### **Peux-tu expliquer le système électoral indien entre le niveau fédéral et celui des Etats ?**

Le Parlement de l'Union se compose du président, du Lok Sabha (Chambre du peuple) et du Rajya Sabha (Conseil des États). Le président est le chef de l'État et il nomme le Premier ministre, qui dirige le gouvernement, en fonction de la composition politique du Lok Sabha. Bien que le gouvernement soit dirigé par un Premier ministre, le Cabinet est l'organe décisionnel central du gouvernement. Un gouvernement peut être composé de membres de plusieurs partis et, bien que les partis au pouvoir soient minoritaires au Lok Sabha, ils ne peuvent gouverner que s'ils ont la confiance de la majorité des membres du Lok Sabha. En plus d'être l'organe qui détermine la composition du gouvernement, le Lok Sabha est le principal organe législatif, avec le Rajya Sabha. Selon la Constitution indienne, le nombre total de membres élus de la Chambre du peuple ne doit pas dépasser 550. Actuellement, la Chambre se compose de 543 membres élus, qui sont choisis directement dans des circonscriptions parlementaires territoriales uninominales, c'est-à-dire que chaque circonscription élit un membre à la Chambre. Ainsi, l'ensemble du pays est divisé en 543 circonscriptions parlementaires territoriales.

La Constitution prévoit également la nomination, par le président, de deux membres appartenant à la communauté anglo-indienne, si celle-ci n'est pas suffisamment représentée à la Chambre du peuple. Les élections au Lok Sabha se déroulent selon un système électoral uninominal à un tour. Le pays est divisé en zones géographiques distinctes, appelées circonscriptions, et les électeurs peuvent voter chacun pour un candidat, le gagnant étant celui qui obtient le plus grand nombre de voix. Les membres de la Rajya Sabha sont élus indirectement, plutôt que par l'ensemble des citoyens, à savoir par le Vidhan Sabha de chaque État selon le système du vote unique transférable. Contrairement à la plupart des systèmes fédéraux, le nombre de membres élus par chaque État est à peu près proportionnel à sa population. Actuellement, la Rajya Sabha compte 233 membres élus par les Vidhan Sabhas (assemblées législatives provinciales), auxquels s'ajoutent douze membres nommés par le président en tant que représentants des lettres, des sciences, des arts et des services sociaux. Les membres de la Rajya Sabha ont un mandat de six ans et les élections sont échelonnées, un tiers de l'assemblée étant élu tous les deux ans.

Au niveau provincial, les Vidhan Sabhas (assemblées législatives) sont des organes élus au suffrage direct et chargés de l'administration du gouvernement dans les 25 États de l'Inde. Dans cinq États, il existe une organisation bicamérale des assemblées législatives, avec une chambre haute et une chambre basse : Vidhan Parishad (Conseil législatif) et Vidhan Sabha (Assemblée législative)]. Les élections au Vidhan Sabha se déroulent de la même manière que les élections au Lok Sabha, les États et les territoires de l'Union étant divisés en circonscriptions uninominales.

Les États et les territoires de l'Union sont divisés en circonscriptions uninominales et le système électoral uninominal à un tour est utilisé.

Le président de l'Inde est le chef de l'État indien et le premier citoyen de l'Inde. L'article 52 de la Constitution indienne stipule qu'il y a un président de l'Inde. Le président de l'Inde est élu au suffrage indirect par un système de vote à transfert unique. Le président est élu par un collège électoral composé de représentants élus du gouvernement qui forment le gouvernement après avoir été élus à l'assemblée de l'État et aux élections nationales. Les membres désignés des deux chambres et des assemblées législatives des États ne sont pas autorisés à voter lors de l'élection présidentielle. Par conséquent, le collège électoral de l'élection présidentielle est composé (a) du Lok Sabha et du Rajya Sabha et (b) des assemblées législatives des États.

La taille des assemblées varie en fonction de la population. La plus grande Vidhan Sabha est celle de l'Uttar Pradesh, avec 425 membres ; la plus petite est celle de Pondichéry, avec 30 membres.

Les Vidhan Parishads sont composés de représentants choisis par les membres des Vidhan Sabhas et des autorités locales, ainsi que par les diplômés et les enseignants de l'État où se trouvent ces Parishads. Le gouverneur de l'État nomme également certains membres pour représenter les arts, les sciences, la littérature, les services sociaux et les mouvements coopératifs. Les élections à ces Parishads se déroulent selon le système de la représentation proportionnelle au moyen d'un vote unique transférable.

Sur la base du principe du suffrage universel des adultes, tout citoyen âgé de plus de 18 ans peut voter lors d'une élection au Lok Sabha ou au Vidhan Sabha (avant 1989, la limite d'âge était de 21 ans). Le droit de vote est indépendant de la caste, de la croyance, de la religion ou du sexe. Les personnes considérées comme atteintes d'aliénation mentale et les personnes condamnées pour certaines infractions pénales ne sont pas autorisées à voter.

### **Y a-t-il des enjeux constitutionnels passés, présent ou avenir dans ce qui est encore souvent qualifié (improprement) de plus grande démocratie du monde ?**

La Constitution indienne présente plusieurs défauts depuis sa création. Le système électoral « winner-takes-all » établi par la Constitution indienne sur le modèle de Westminster a été l'une des plus grandes lacunes du système électoral. Auparavant, il avait continué à donner au Congrès d'énormes majorités parlementaires alors même que sa part du vote populaire commençait à diminuer. Le BJP en a profité et, depuis 2014, Modi et son entourage ont une présence disproportionnée au Parlement par rapport à leur part de voix aux élections.

Le BJP veut vider la Constitution indienne des valeurs progressistes minimales qu'elle contient. Il a réussi à renverser l'architecture fédérale envisagée par la Constitution. Il l'a fait en imposant une TPS (taxe générale sur les ventes) universelle dans le pays, les États n'ayant alors plus le pouvoir de décider quels taux d'imposition imposer sur quels produits (à l'exception de l'alcool et des produits pétroliers), un droit qui leur était conféré par la Constitution indienne.

Deuxièmement, le gouvernement central dirigé par Modi a empiété à plusieurs reprises sur les droits des États, tels qu'ils sont inscrits dans la Constitution. Les exemples les plus flagrants sont nos **codes du travail et les trois lois relatives à l'agriculture** adoptées par le Parlement, qui se répètent aujourd'hui. Les codes du travail reprennent 29 lois du travail existantes. Le travail figure sur la liste dite « concurrente », ce qui signifie qu'il peut être légiféré à la fois par le Centre et par les États. Mais le gouvernement Modi a adopté les codes parce qu'il était pressé de plaire au secteur des entreprises en introduisant des politiques d'embauche et de licenciement, des emplois à durée déterminée, une augmentation du temps de travail et une réduction des normes relatives au salaire

minimum. Il a ensuite fait pression sur les gouvernements des États pour qu'ils élaborent des règles dans le cadre de ces codes afin qu'ils puissent être mis en œuvre. Les lois agricoles traitaient également de l'agriculture, qui relève de la liste des États. Elles ont été abrogées au début de cette année sous l'immense pression du mouvement des agriculteurs.

**Gel ou réduction des fonds d'aide sociale :** À maintes reprises sous le règne de Modi, les gouvernements des États ont dû supplier et exiger le déblocage de fonds centraux pour tel ou tel programme. Le plus flagrant est le programme de garantie de l'emploi rural (MGNREGS), pour lequel les fonds centraux sont toujours insuffisants, les États accumulant d'énormes dettes. Le gouvernement Modi a également supprimé les fonds de plusieurs programmes centraux, qu'il s'agisse de programmes d'éducation, de bourses pour SC et ST, de programmes de nutrition infantile et maternelle, de programmes de développement des minorités, etc. Cela a non seulement mis en péril les programmes d'aide sociale et privé les citoyens de prestations indispensables, mais a également mis les gouvernements des États à rude épreuve, car ils ont dû continuer à dépenser à partir de leurs ressources épuisées. La politique de réduction des fonds sociaux - ce qui fait partie intégrante du dogme néolibéral auquel Modi et le BJP souscrivent - a détérioré la situation fiscale des États et les a rendus plus faibles et plus dépendants du gouvernement central.

**Abrogation de l'article 370 :** Il s'agit de la plus grande trahison de la Constitution et du plus grand signe de la soumission du gouvernement Modi au RSS. Par un tour de passe-passe juridique, le gouvernement a abrogé l'article 370 de la Constitution, mettant ainsi fin au statut spécial accordé au Jammu and Kashmir (J&K), la région du Cachemire administrée par l'Inde, lors de son adhésion à l'Inde après l'indépendance. Le gouvernement Modi a également divisé l'État en deux territoires de l'Union, dirigés par le Centre. Il tente à présent de fixer les sièges de l'Assemblée par le biais d'une délimitation afin de garantir les perspectives de sa propre victoire lors des élections imminentes. La vallée du Cachemire, quant à elle, a été transformée en camp militaire ; l'Internet a été coupé pendant plus d'un an et demi et des milliers de personnes ont été emprisonnées. L'affirmation ridicule selon laquelle ce mouvement « intégrait le J&K à l'Inde » s'est avérée creuse, alors que les meurtres se poursuivent et que le clivage religieux continue d'être attisé.

Deuxièmement, pendant l'état d'urgence, le gouvernement d'Indira Gandhi a inséré, par le biais du 42<sup>e</sup> amendement constitutionnel, les mots « socialiste » et « laïque » dans le préambule pour faire de l'Inde une « République démocratique laïque socialiste souveraine ». Bien qu'il y ait déjà eu plusieurs attaques contre l'éthique laïque du pays, le gouvernement Modi a maintenant l'intention d'éradiquer toute référence aux notions de laïcité et de « socialisme ».

Il existe de nombreux autres exemples de violations flagrantes de la Constitution et des valeurs démocratiques qui existent dans le pays. L'attaque systématique et l'affaiblissement des institutions éducatives et autres, la tentative de réécrire l'histoire, etc. Les annonces officielles ont été truffées de proclamations selon lesquelles l'éducation doit être ancrée dans la « culture » et les « traditions » et que l'Inde était une « superpuissance du savoir » dans le passé, avant les invasions musulmanes et le colonialisme britannique.

L'Inde était fière de ses préceptes constitutionnels sacrés. D'autant plus que d'autres pays de la région ont connu un glissement précipité priorisant une ethnie ou une religion et définissant l'appartenance et la nation dans le sens le plus étroit possible : le Pakistan, le Sri Lanka, l'Afghanistan et la Birmanie (Myanmar). Mais les différences entre ces pays et l'Inde s'estompent maintenant rapidement et pas seulement à cause de têtes brûlées ou de foules descendant dans la rue. L'establishment officiel, avec ses silences, ses déclarations et la formalisation de nouvelles lois et normes, ne se distingue pas des sentiments qui guident les foules. Les actions des émeutiers, ainsi que celles du gouvernement de l'Union et des gouvernements des États, marquent un net recul par rapport à la démocratie dont l'Inde se réclame.

## **La Chine était absente du G20. Pour quelles raisons penses-tu ? Les conflits frontaliers et les nouvelles cartographies de zone frontalières contestées publiées à Pékin ? La concurrence économique entre les deux puissances ?**

Lorsque les dirigeants les plus puissants du monde se sont réunis à New Delhi le mois dernier, il était étrange de constater que le Chinois Xi Jinping n'en faisait pas partie, lui qui n'a jamais manqué un sommet du G20 depuis son arrivée au pouvoir en 2012. Comme c'est souvent le cas avec les prises de décision opaques de Pékin, aucune explication n'a été donnée pour la décision apparente de Xi Jinping de ne pas participer à un grand rassemblement mondial auquel la Chine a accordé une grande priorité dans le passé.

Toutefois, dans le contexte de la rivalité entre la Chine et les États-Unis, les analystes estiment que l'absence de M. Xi au G20 pourrait également être le signe de sa désillusion à l'égard du système mondial de gouvernance et des structures existantes, qu'il considère comme trop dominées par l'influence américaine.

Il y a là un élément de désobéissance délibérée à l'égard de l'Inde, mais il pourrait aussi s'agir d'une déclaration selon laquelle Xi Jinping estime qu'il existe différentes structures de gouvernance importantes, et que le G20 n'en fait peut-être pas partie. Pékin s'est hérissé des liens croissants de New Delhi avec Washington, en particulier de son engagement dans la Quadrilatérale (Quad), un groupe de sécurité collective dirigé par les États-Unis, décrié par Pékin comme une « OTAN indo-pacifique ». La Chine voit l'Inde dans le camp anti-chinois et ne souhaite donc pas apporter de valeur ajoutée à un sommet international majeur organisé par l'Inde.

### **Dans quelle mesure l'Inde peut-elle offrir une alternative aux capitaux voulant réduire leur dépendance envers la Chine ? Par comparaison avec d'autres pays, comme le Vietnam ? On parle d'écosystèmes économiques qui ont consolidé la force d'attraction chinoise et qu'il n'est pas facile de reproduire...**

Un rapport récent du Rhodium Group, un groupe de recherche néolibéral, souligne que les entreprises américaines et européennes déplacent leurs investissements de la Chine vers d'autres marchés en développement, l'Inde recevant la grande majorité de ces capitaux étrangers réorientés, suivie du Mexique, du Viêt Nam et de la Malaisie. Ces entreprises tournent le dos à la deuxième économie mondiale, alors même que sa part dans la croissance mondiale continue d'augmenter. La valeur des investissements américains et européens annoncés en Inde a grimpé de quelque 65 milliards de dollars, soit 400 %, entre 2021 et 2022, selon le rapport de mercredi, tandis que les investissements en Chine ont chuté à moins de 20 milliards de dollars l'année dernière, après avoir culminé à 120 milliards de dollars en 2018.

Les cercles officiels indiens et les médias se sont montrés euphoriques face à ces récents développements. Alors que l'économie indienne est en proie à de nombreuses incertitudes, en particulier la crise croissante de la création d'emplois, la nouvelle d'un transfert d'investissements de la Chine vers l'Inde sera un coup de fouet pour le gouvernement Modi. Les économistes, les analystes et les experts sont d'avis que de plus en plus de demandeurs d'emploi, en particulier les jeunes, recherchent des emplois occasionnels mal rémunérés ou se rabattent sur des emplois indépendants peu fiables, même si l'économie indienne dans son ensemble devrait connaître une croissance de 6,5 % pour l'exercice financier qui se terminera en mars 2024, ce qui est un record mondial.

Le chômage urbain en Inde a grimpé en flèche pendant la pandémie de COVID-19, atteignant un maximum de 20,9 % au cours du trimestre avril-juin 2020, alors que les salaires ont chuté. Bien que le taux de chômage ait baissé depuis lors, il y a moins d'emplois à temps plein disponibles. Il

convient de noter qu'en 2022/23, l'économie indienne a connu une croissance plus forte que prévu de 7,2 %, stimulée par les investissements en capital du gouvernement. Mais la consommation privée, qui représente 60 % du PIB indien, n'a progressé que de 2 à 3 % au cours du second semestre, les dépenses refoulées et les effets de base s'étant estompés.

Malgré un marché important et en croissance constante, une offre abondante de main-d'œuvre bon marché et une croissance économique décente, l'Inde a du mal à attirer suffisamment de capitaux étrangers pour augmenter les taux d'investissement et de croissance globaux et tirer parti de la situation géopolitique favorable actuelle.

Les investissements directs étrangers (IDE) *entrants*, y compris les bénéfices réinvestis et les achats d'actions, ont chuté de 16,3 % pour atteindre 71 milliards de dollars au cours de l'année fiscale qui s'est achevée le 31 mars. L'IDE *net* a connu une baisse encore plus prononcée, chutant de 27 % pour atteindre 28 milliards de dollars, dans un contexte de rapatriement accru des bénéfices.

Il est surprenant de constater que cela se produit à un moment où les pays et les entreprises souhaitent réduire leur exposition à la Chine et semblent considérer favorablement l'Inde pour son potentiel à devenir la prochaine usine du monde.

Les partisans du gouvernement du Premier ministre Narendra Modi affirment que le déclin actuel est un phénomène temporaire et que la situation devrait bientôt s'améliorer. Toutefois, ce n'est un secret pour personne que le Viêt Nam a été jusqu'à présent un bien plus grand bénéficiaire des investissements des entreprises qui s'orientent vers une chaîne d'approvisionnement « Chine plus un ».

Derrière les chiffres clés, on peut observer que les IDE en Inde en provenance de pays asiatiques tels que Singapour, le Japon et les Émirats arabes unis ont en fait augmenté de manière substantielle l'année dernière. Ce sont les flux provenant de sources d'IDE plus traditionnelles, telles que les États-Unis, l'île Maurice, les Pays-Bas, les îles Caïmans et l'Allemagne, qui ont diminué.

Des rapports indiquent également que les usines chinoises se déplacent, mais pas vers l'Inde ou le Mexique. Les entreprises qui cherchent des alternatives à la Chine découvrent que les vastes étendues intérieures du pays présentent encore de grands avantages.

**En l'absence de Moscou et de Pékin, Modi a eu beau jeu de se présenter comme le porte-parole du Sud ou des non-alignés comme certains disent, formule à connotation historique progressiste. Mais le contexte mondial et les régimes politiques ont bien changé depuis les années 50-60. Qu'en penses-tu ?**

Le Premier ministre indien Narendra Modi affirme que son pays « devient la voix du Sud ». L'Inde « montante » a agi de manière agressive pour défendre les nations en développement, en recherchant le compromis en période de polarisation et en promettant de faire entendre leurs voix à l'Amérique.

Le gouvernement Modi affirme qu'avec l'aide d'autres pays en développement, l'Inde a persuadé les États-Unis et l'Europe d'assouplir une déclaration sur l'invasion russe de l'Ukraine afin que le forum puisse se concentrer sur les préoccupations des pays les plus pauvres, notamment la dette mondiale et le financement du climat. L'Inde a également présidé à l'admission de l'Union africaine au sein du G20, la mettant sur un pied d'égalité avec l'Union européenne.

On ne peut nier qu'à l'heure où une sorte de nouvelle guerre froide entre les États-Unis et la Chine



semble encadrer toutes les discussions mondiales, le discours de l'Inde présente un attrait certain. Ni les États-Unis ni la Chine ne sont particulièrement appréciés des pays en développement. On reproche aux États-Unis de se concentrer davantage sur leur puissance militaire que sur l'assistance économique. La pièce maîtresse de l'action de la Chine - son initiative d'infrastructure - « la Ceinture et la Route » - a suscité des réactions négatives, car Pékin s'est opposé à la renégociation d'une dette écrasante qui a laissé de nombreux pays face au risque de défaut de paiement.

Le terme « non-aligné » est de plus en plus utilisé pour désigner cette nouvelle tendance de la politique internationale. Ce terme trouve son origine dans la conférence des non-alignés qui s'est tenue à Belgrade (Yougoslavie) en 1961 et qui s'est appuyée sur les fondements posés lors de la conférence Asie-Afrique qui s'est tenue à Bandung (Indonésie) en 1955. À l'époque, le non-alignement concernait les pays dirigés par des mouvements enracinés dans le projet profondément anticolonial du tiers monde, qui cherchaient à établir la souveraineté des nouveaux États et la dignité de leurs peuples. Ce moment de non-alignement a été tué par la crise de la dette des années 1980, qui a commencé avec le défaut de paiement du Mexique en 1982. Ce que nous avons aujourd'hui, ce n'est pas un retour de l'ancien non-alignement, mais l'émergence d'une nouvelle atmosphère politique et d'une nouvelle constellation politique qui cherche précisément sa place dans l'échelle impérialiste.

**La solidarité avec les peuples ne doit pas être identifiée avec l'alignement sur les États... Il vaut de le rappeler à l'heure de l'élargissement des BRICS.**

Comme nous le savons, « l'anti-impérialisme des BRICS » n'est pas nécessairement un anticapitalisme. En d'autres termes, Poutine, Modi, Ramaphosa, Xi Jinping et d'autres peuvent dire certaines choses contre les États-Unis, mais cela ne signifie pas que leurs politiques intérieures favorisent les pauvres ou la classe ouvrière. Malheureusement, de nombreux progressistes sont pris dans la rhétorique anti-américaine des BRICS, et ils voient une forte vertu dans le rempart sino-russe contre le plus grand hégémon impérialiste du monde, les États-Unis. Je pense qu'ils sont induits en erreur par l'apparente rhétorique anti-impérialiste radicale destinée à dissimuler un profond conservatisme et des attaques contre leurs propres constituants de la classe ouvrière.

C'est donc dans ce contexte que nous devons insister sur la solidarité des peuples, ou ce que l'on appelait dans le bon vieux temps l'internationalisme prolétarien. L'unité des peuples du monde entier prend en compte la nature sociale des États et, en tant que telle, va à l'encontre des intérêts des États qui cherchent à perpétuer l'ordre capitaliste.

**L'Inde s'inscrit dans des alliances à géométrie variable, comme le Quad... Joe Biden semble avoir compris qu'il était vain d'espérer gagner New Delhi à une alliance exclusive. Il sait pourtant à quel point ce pays contribue à conforter les revenus pétroliers de la Russie, vitaux pour soutenir son effort de guerre en Ukraine. Il est loin le temps où Modi était *persona non grata* aux États-Unis après le massacre des musulmans au Gujarat !**

Modi est passé du statut de *persona non grata*, indésirable sur le sol américain, à celui d'invité célèbre au sommet de la Maison Blanche. Pendant près de dix ans, les États-Unis ont refusé de délivrer un visa à Modi, accusé d'avoir participé aux émeutes religieuses qui ont tué la plupart des musulmans dans l'État indien du Gujarat en 2002. Dans ce contexte, l'arrivée de Modi à New York, après son accession au poste de Premier ministre de l'Inde, avait des allures de tour de piste victorieux.

La célébration de Modi à Washington peut être considérée comme l'aboutissement de la proximité croissante entre l'Inde et les États-Unis, qui a commencé après la fin de la guerre froide. Aujourd'hui, l'Inde est de plus en plus perçue en Occident comme un contrepoids aux ambitions de

puissance de la Chine, ce qui a rendu le pays plus attrayant pour ses partenaires européens et américains. L'Inde est également l'un des rares pays à naviguer entre la Chine et la Russie, d'une part, et l'Occident et ses alliés, d'autre part. Elle est membre de l'Organisation de coopération de Shanghai, dirigée par la Chine, et du groupe de pays émergents, les BRICS, tout en faisant partie de la Quadrilatérale, l'alliance informelle anti-Chine dirigée par les États-Unis.

L'Inde s'est imposée comme un interlocuteur majeur des grandes puissances mondiales. Cependant, la montée en puissance de New Delhi est davantage liée aux récents développements géopolitiques qu'à la dextérité diplomatique du gouvernement indien. Il se trouve que l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi en Inde a coïncidé avec des changements géopolitiques majeurs dans le monde, qui est désormais profondément polarisé. Les germes de ces divisions avaient déjà été semés avec la guerre en Crimée, mais ils ont été exacerbés ces derniers mois, en particulier depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Les années marquées par la Covid-19, en aggravant la situation humanitaire et économique, ont approfondi les divisions, qui ont explosé dans la période post-Covid avec le déclenchement de la guerre en Ukraine.

**Pour conclure, où en est la gauche politique et sociale en Inde ? Comment ses diverses composantes tentent-elles de faire face à une situation bien difficile, alors que les lois sur la sécurité nationale permettent à la répression de frapper de façon indiscriminée ?**

Malheureusement, la gauche en Inde est à son nadir. Je parle ici de la gauche politique et sociale. Les mouvements de gauche indiens, autrefois puissants, sont confrontés au plus grand défi de leur histoire, alors que le parti ultranationaliste de Narendra Modi consolide son emprise sur le pouvoir. Ce moment de crise appelle les socialistes indiens à repenser entièrement leur théorie et leur stratégie.

La gauche indienne est au plus bas, probablement au pire moment de son histoire. Le courant principal de la gauche parlementaire, représenté par le Parti communiste indien et le Parti communiste indien (marxiste), n'a aucune vision de la lutte anticapitaliste et est en train de perdre sa base électorale. Réduits depuis longtemps à une force électorale avec une base de cadres en diminution qui s'accroche aux vieilles vérités staliniennes lorsqu'ils pensent au marxisme, leurs cadres, à quelques exceptions près dans quelques endroits, ont perdu la capacité et l'intérêt de poursuivre la politique de mobilisation populaire autour de griefs authentiques et justifiés. La crise à laquelle ces partis sont confrontés est bien pire que celle du Congrès. Lors des élections législatives de 2019, ces deux partis n'ont obtenu collectivement qu'un seul siège dans l'autre bastion supposé de gauche, le Kerala, et quatre sièges dans l'État méridional du Tamil Nadu, uniquement grâce à leur alliance d'avant scrutin avec le parti d'extrême gauche, le Dravida Munnetra Kazhagam (DMK), ou Conférence progressiste dravidiennne.

Les organisations maoïstes sont confinées dans les forêts du centre de l'Inde, isolées par leur sectarisme politique. Parmi les différents groupes maoïstes qui ont évolué vers la politique parlementaire, le CPIML (Libération) est la force la plus importante, présente dans tout le pays. Malheureusement, le radicalisme de l'organisation, qui avait été un point d'attraction au début des années 1990, est limité aux campus universitaires tels que l'université Jawaharlal Nehru à New Delhi. L'orientation générale du parti, tout en s'accrochant à une certaine variante du stalinisme, est orientée vers le parlementarisme. Il cherche à combler le vide créé par le retrait des principaux partis communistes par la voie électorale. Il cherche actuellement désespérément à s'intégrer dans l'alliance électorale anti-BJP, l'INDIA, et éventuellement à gagner quelques sièges.

À l'ère de l'hypernationalisme concurrent, la gauche doit construire une alternative aux deux versions dominantes du nationalisme, celle du Congrès et celle du BJP. Cette alternative devra être laïque et démocratique - démocratique dans le sens où la nation ne doit pas être imposée au peuple ;

celui-ci doit avoir le choix de l'accepter ou de la rejeter. La seule option réaliste est la création d'une nouvelle force de gauche, beaucoup plus radicale, par le biais d'un processus qui, pendant longtemps, sera une accumulation moléculaire, mais au-delà d'un point critique, sa croissance peut devenir beaucoup plus soudaine et spectaculaire. Le développement de cadres idéologiquement formés et disciplinés, impliqués dans des luttes concrètes sur de multiples fronts et guidés par une vision transformatrice plus large de la construction d'un socialisme transcendant le capitalisme, dont le caractère démocratique sera bien plus profond que tout ce que la démocratie libérale capitaliste peut espérer offrir, sera au cœur de ce processus.

La lutte pour détruire l'hégémonie de l'hindouisme ne peut être séparée de cet autre projet contre-transformateur qu'est la construction d'un socialisme démocratique.

---

## Notes

[1] Bajrang Dal, qui fait partie du Sangh Parivar, dirigé par le RSS. Il s'agit de l'aile jeunesse du Vishwa Hindu Parishad (VHP), créée à l'occasion du mouvement du temple de Ram, et qui représente le muscle derrière l'agenda agressif de l'Hindutva, qui comprend des questions telles que la protection des vaches, les activités anti-conversion et la mobilisation du soutien contre le « Love Jihad ».

C'est l'équivalent des stormtroopers d'Hitler, plus connus sous le nom de chemises brunes.